

liberté constitutionnelle que la France avait pratiquée depuis 1814. la liberté et la raison progressent du même pas dans les peuples.

Le ministre de l'intérieur M. Ledru Rollin confirma plusieurs de ces premiers choix de commissaires faits par les populations des départements. il en envoya d'autres de Paris. Les choix d'abord sains attestaient l'esprit de haute et libérale conciliation que la majorité du gouvernement et que le ministre de l'intérieur lui-même voulaient alors prendre et donner aux départements pour type de l'administration républicaine.

Suivre le bon esprit des départements dans leurs choix spontanés, ne pas les contraindre mais les séduire à la confiance par l'estime que leur inspireraient leurs administrateurs; modérer ce qu'il y aurait d'excessif; tempérer ce qu'il y aurait de trop brûlant; réchauffer ce qui serait trop tiède; prendre les rênes du gouvernement dans les cœurs des bons citoyens; ne pas laisser aux populations agitées le temps de s'apercevoir d'une lacune dans l'exécution des lois d'ordre public; prévenir à tout prix les guerres civiles et l'effusion d'une goutte de sang; plaindre, consoler, protéger les vaincus; ennoblir l'enthousiasme des vainqueurs par leur propre générosité; oublier les griefs mutuels entre les partis, et confondre dans la famille nationale tous ceux qui se confondaient dans l'amour de la patrie et dans

la défense de la société; telles étaient les intentions exprimées dans le conseil par l'unanimité des membres du gouvernement, commentées à toute heure par Lamartine dans ses harangues aux députations des départements et au peuple à l'Hôtel de Ville ou sur la place publique, et rédigées en premières instructions aux commissaires du gouvernement par le ministre de l'intérieur.

La plupart de ces premiers commissaires étaient des membres de la Chambre des députés connus par leur opposition modérée à l'ancien gouvernement; des rédacteurs de journaux démocratiques accrédités par l'estime dont ils jouissaient; des clients de la presse républicaine de Paris et surtout du *National*. le ministre de l'intérieur y adjoignit des clients du journal *la Réforme*, centre plus actif et plus révolutionnaire des conspirations anti-monarchiques, et enfin un très-petit nombre de clients des écoles socialistes, hommes alors aussi tempérés de conduite qu'ils étaient aventureux d'idées.

XXI.

Ces choix précipités faits pour ainsi dire au cri de l'urgence et à l'indication de partis divers, n'excitèrent au premier moment aucune réclamation. le ministre indiqua à ses agents l'esprit de son administration dans une première circulaire du

8. mars. Cette circulaire disait : « La France entière
 « n'a eu qu'une seule voix, parce qu'elle n'avait
 « qu'une seule âme. Cette union de tous dans une
 « même pensée est le gage le plus certain de la
 « durée de la République, elle doit être la source
 « de la modération après la victoire. Votre premier
 « soin doit être de faire comprendre que la Répu-
 « blique doit être exempte de toute idée de ven-
 « geance et de réaction. toutefois que cette gé-
 « nérosité ne dégénère pas en faiblesse, en vous
 « abstenant de toutes recherches contre les opinions
 « et les actes antérieurs, prenez comme règle, que
 « les fonctions politiques à quelque degré de la
 « hiérarchie que ce soit, ne peuvent être confiées
 « qu'à des républicains éprouvés, en un mot tous
 « hommes de la veille et non pas du lendemain. »

Les premiers mots de cette instruction étaient
 entièrement dans l'esprit du gouvernement. les der-
 niers étaient une épuration de la France. épurer la
 France de tout ce qui n'était pas républicain de la
 veille c'était l'aliéner de la République. La Répu-
 blique en aliénant d'elle la majorité de la France
 devenait un gouvernement de minorité. un gouver-
 nement de minorité a besoin d'intimider la majo-
 rité c'est-à-dire la nation pour se fonder et se main-
 tenir. La République du 24 février se dénaturait
 ainsi, et se pervertissait.

La différence radicale dans la manière de com-

prendre et de pratiquer la nouvelle République se
 révélait malheureusement à ces premières paroles
 entre les membres du gouvernement. il était évident
 que l'esprit posthume et conventionnel dictatorial
 des clients de *la Réforme*, cherchait à entraîner la
 politique intérieure en arrière dans la voie de
 l'épuration et de l'intimidation révolutionnaire.
 bien que les actes fussent tolérants, les paroles
 étaient acerbes. cela suffisait pour inquiéter le pays
 au moment où il fallait le rassurer et le convier
 tout entier à la République.

Cette provocation intempestive adressée à tous
 ceux qui n'admettaient la République qu'à la con-
 dition d'y transporter la plénitude de leur honneur
 et de leurs droits, suscita les premiers ressentiments
 et éleva les premiers ombrages. néanmoins les
 mesures du ministre de l'intérieur et de la majorité
 des commissaires qu'il avait nommés ne correspon-
 dirent en rien alors à ce langage. les mots parurent
 une concession à un parti violent pour lui refuser
 les actes. ils glissèrent sans que le gouvernement
 jugeât à propos de les relever et de les démentir.
 Le ministre de l'intérieur absorbé dans l'immensité
 des détails de son département, ne pouvait pas ma-
 tériellement répondre de tout ce qui se rédigeait
 sous sa responsabilité morale. il assistait même
 rarement aux conseils du gouvernement qui se te-
 naient encore à l'Hôtel de Ville au milieu de l'af-

fluence constante du peuple. il gouvernait à part la partie du service public qui lui avait été dévolue.

Lamartine gouvernait de son côté avec une indépendance absolue la politique extérieure et la partie de l'esprit public qui correspondait à ses vues. Chaque ministre était souverain dans son centre d'action. On ne se soumettait mutuellement que les questions très-graves qui se rattachaient à la politique d'ensemble du gouvernement.

Louis Blanc, Albert liés antécédemment avec le parti de *la Réforme* se groupaient avec d'autres hommes actifs de ce parti, et cherchaient à faire prévaloir les uns leurs doctrines socialistes, les autres leurs ombrages républicains. Flocon esprit plus politique que spéculatif, s'efforçait de ramener à l'équilibre ces prétentions des socialistes et des républicains excessifs. On lui doit beaucoup de tempéraments habiles que les deux partis du gouvernement eurent la sagesse de garder l'un envers l'autre, pour ne pas rompre avec éclat une unité apparente qui prévenait les déchirements dans le pays.

Caussidière esprit souple et fin, sous une écorce rude et inculte, penchait en apparence vers la politique du ministre de l'intérieur. mais il se servait de ses amis dans l'intérêt de sa propre importance plus encore qu'il ne les servait eux-mêmes. homme d'action, en contact avec le peuple, entouré d'une milice prête à tout, ses amis ne pouvaient rien sans

lui. il affichait une indépendance qui le leur rendait quelquefois suspect, toujours redoutable. le parti du *National* était en lutte avec Caussidière. ce parti croyait que le préfet de police était l'agent et le séide du ministre de l'intérieur contre eux.

Lamartine avait compris d'un coup d'œil qu'il y avait un immense parti à tirer de Caussidière, pour le rétablissement de l'ordre, et qu'il fallait le grandir contre des ennemis plus dangereux. il lui témoignait confiance. il le provoquait à demander au gouvernement des attributions de police plus étendues, des fonds plus larges. il prenait l'initiative au conseil en sa faveur pour la création de corps municipaux armés, garde républicaine, gardiens de Paris aux ordres immédiats du préfet de police. il le voyait quelquefois en particulier. il s'entretenait confidentiellement et franchement avec lui de la politique générale intérieure et extérieure. il ne se dissimulait rien de la situation complexe et de l'ambition du rôle de Caussidière. mais il voyait de la probité dans cette ambition, de la loyauté sous cette finesse. Caussidière avait un cœur. Ce cœur même était honnête et généreux. on pouvait se fier sinon à ses opinions du moins à sa nature. il pouvait rêver de grands actes révolutionnaires. jamais d'actes criminels. homme de combat et non d'anarchie. il aspirait à régulariser promptement la victoire, à garder la confiance des amis qui avaient

conspiré et combattu avec lui, à conquérir l'estime des vaincus, la reconnaissance de Paris, à légitimer sa conquête par ses services, et à changer le conjuré en magistrat. il aimait le peuple, mais il ne le flattait pas dans ses excès, pas même dans ses rêves.

Lamartine lui parlait souvent du danger des propagandes communistes de ses amis du Luxembourg, et de la nécessité de ramener ces théories du bouleversement social à la mesure d'institutions d'assistance, d'instruction, de secours, de travail, d'accès à la propriété pour les prolétaires. Caussidière était pleinement de cet avis. « Le socialisme m'embar-
« bouille lui répondait-il avec mépris. de l'ordre,
« du travail, de la fraternité en action et pas de
« chimère. »

Il aida puissamment Lamartine à contenir les réfugiés polonais, allemands, belges, italiens, qui voulaient entraîner la République dans des guerres d'agression forcée pour des intérêts de factions étrangères. au commencement ces complots avaient paru sourdement, sinon favorisés, au moins tolérés et encouragés par des hommes très-rapprochés du gouvernement. Lamartine fit comprendre à Caussidière le danger de ces tentatives qui soulevaient l'Europe contre la République, et qui renoueraient une coalition. une politique plus loyale et plus habile dans sa loyauté rendait cette coalition impossible.

XXII.

Une femme exceptionnelle par le style, et un orateur d'élite, madame Sand et M. Jules Favre, prêtaient alors l'assistance de leur talent à la politique du ministère de l'intérieur.

Madame Sand accourue au vent de la révolution avait vu Lamartine à son arrivée à Paris. Le ministre des affaires étrangères s'était efforcé de conquérir à ses vues ce génie viril par la forme, féminin par la mobilité des convictions. il avait eu un entretien de plusieurs heures avec cette femme importante dans une crise où la tempête populaire ne pouvait être gouvernée que par les vents qu'on ferait souffler sur ces vagues. il avait convaincu madame Sand que le salut des institutions nouvelles ne pouvait être que dans la répudiation soudaine, énergique, et complète des excès et des crimes qui avaient déshonoré et perdu la première révolution. il l'avait conjurée de prêter la force dont Dieu l'avait douée, à la cause de l'ordre et de la moralisation du peuple. elle le lui avait promis avec cet accent d'enthousiasme passionné qui révèle la sincérité des convictions. elle lui avait demandé quelques jours seulement pour aller dans le Berri mettre ordre à ses affaires. elle devait à son retour rédiger une feuille populaire qui sème-

rait dans l'esprit des masses les principes de paix, de discipline, et de fraternité, auxquels sa plume et son nom auraient donné le prestige et l'éclat de sa popularité.

Elle partit dans cette intention. à son retour les anciennes prédilections de son esprit pour les théories aventurées de socialisme la rattachèrent par Louis Blanc à un centre de politique opposée. Lamartine apprit qu'elle rédigeait au ministère de l'intérieur une feuille officielle intitulée le Bulletin de la République. cette feuille incendiée des inspirations de communisme, rappelait par les termes, les souvenirs néfastes de la première république, elle fanatisait les uns d'impatience, les autres de terreur.

La majorité du conseil informée de l'existence de ce bulletin gémit de cette déviation d'un talent de premier ordre, qui plaçait ainsi sous la responsabilité du gouvernement des paroles et des doctrines en contradiction ouverte avec son esprit. le ministre de l'intérieur n'avait pas le loisir de surveiller lui-même cet écrit émané de ses bureaux. il n'en défendit pas les exagérations malfaisantes. il fut convenu qu'aucun de ces bulletins ne partirait plus pour les départements avant d'avoir passé par l'examen d'un des membres du gouvernement. ils se partagèrent les jours de la semaine pour cette surveillance. les innombrables détails dont ils

étaient surchargés et les incidents d'urgence sans cesse renaissants avec les jours, leur firent souvent négliger ce devoir. quelques bulletins se glissèrent encore à la faveur de ces négligences et portèrent des scandales et des brandons d'opinion dans les départements. quelques commissaires prirent sagement sur eux d'en interdire l'affiche et la publication dans les communes.

XXIII.

Cependant Paris quoique debout était calme. le gouvernement avait convoqué la France entière aux élections pour le 24 avril. C'était le temps strictement nécessaire pour les opérations matérielles du mécanisme du suffrage universel.

L'attente de cette grande installation de la souveraineté du peuple apaisait la masse des esprits. elle irritait les autres. deux mois de révolution et de dictature à passer encore paraissaient deux siècles. On se flattait dans le parti ultra-révolutionnaire que ces deux mois tourmentés d'événements, de factions diverses, de menaces de guerre à l'extérieur, de troubles et de misères à l'intérieur ne permettraient pas au gouvernement de réaliser ce grand acte. On voyait entre lui et le 24 avril mille abîmes dans lesquels on le précipiterait avant qu'il eût atteint le jour qu'il avait fixé pour restituer le pouvoir à la nation.